

R A P P O R T D ' A C T I V I T É
2 0 1 7

SOMMAIRE

- 2 UNE NOUVELLE SCOLARITÉ EN FORMATION INITIALE
- 7 L'ADOPTION D'UNE STRATÉGIE EN FORMATION CONTINUE
- 8 L'ENJEU DE LA DIVERSITÉ DES ÉLÈVES
- 10 DE NOUVEAUX PARTENARIATS AVEC L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET LA RECHERCHE
- 14 L'OUVERTURE EUROPÉENNE ET INTERNATIONALE
- LA POURSUITE DE LA MODERNISATION DE L'ÉCOLE

UNE NOUVELLE SCOLARITÉ EN FORMATION INITIALE

Cette nouvelle scolarité vise à :

- · rapprocher les apprentissages des attentes des futurs employeurs,
- proposer une période d'enseignement en continu plutôt qu'en séquençage par blocs thématiques,
- construire une scolarité en 4 phases : période d'intégration et de préparation aux stages, année de stages, période d'enseignement et période d'affectation.

La mise en œuvre de cette nouvelle scolarité effective depuis 2016, a trouvé en 2017 son plein essor. La formation initiale accentue la cohérence entre le contenu des stages et celui des enseignements. Le management public constitue le fil rouge de la scolarité. Il s'entend à la fois comme la conduite des politiques publiques et le management des agents publics. Il s'agit de donner aux élèves des savoir-faire, des outils d'innovation publique et des connaissances renforcées en matière de déontologie et de valeurs du service public.

Une part significative des enseignements est consacrée aux enjeux de la transformation numérique, qu'il s'agisse de sa gouvernance, de son économie ou de son impact dans l'organisation de la société, dans l'organisation interne de l'administration et dans les rapports de celle-ci avec les citoyens.

AVANTAGE IMMÉDIAT DE CETTE NOUVELLE SCOLARITÉ

La promotion Louise Weiss 2016-2017 est la première promotion à bénéficier de 8 mois d'enseignement continu, après l'année de stage, qui a permis de garantir un souci constant de progression pédagogique dans les différents domaines d'enseignement.

Les membres des différents jurys des épreuves d'évaluation ont constaté une élévation du niveau des élèves.

Ce nouveau format a été apprécié par les élèves. Une réelle vie de promotion s'est installée au sein de l'École.

Enfin, la proximité avec la promotion des administrateurs nommés au tour extérieur "Alan Turing" a aussi été grandement facilitée par 3 mois de présence commune.

3.

LE MANAGEMENT PUBLIC COMME FIL ROUGE DES ENSEIGNEMENTS

Ce parcours management public comprend 5 composantes :

- · gestion des ressources humaines et dialogue social,
- conduite de projet notamment en matière de système d'information,
- · négociation et prise de décision,
- · communication et gestion de crise,
- · gestion budgétaire et financière.

Il privilégie dans ses méthodes pédagogiques des études de cas, les mises en situation et les retours d'expérience après les stages.

La scolarité de cette promotion a aussi été rythmée par des conférences illustratives portant par exemple sur les nouveaux leviers de motivation des agents, les enjeux de la numérisation pour l'État, la juste mesure de la performance ou encore l'innovation managériale.

La scolarité a été marquée par l'élaboration d'un rapport collectif sur commande d'une administration centrale, processus débuté dès le mois de février pour se terminer mijuillet par la remise du rapport.

Les élèves ont également participé à deux grands exercices de simulation, l'un en matière budgétaire, l'autre en matière de négociation européenne trilogue.

Les élèves de l'ENA ont participé à des sessions communes avec les élèves de l'INET (promotion Léo Lagrange) tenues principalement en février et mars («regards croisés» sur les politiques publiques et les problématiques de gouvernance, démarches d'efficience, études de cas de déontologie, journée au Sénat ...).



234
ELÈVES EN
FORMATION INITIALE
DONT 56 ÉLÈVES
ÉTRANGERS DU
CIL





INNOVATION PÉDAGOGIQUE

Pour la première fois, un exercice de trois jours d'ateliers de conception innovante des politiques publiques s'est tenu du 14 au 16 juin avec pour objectif de former les élèves de l'ENA aux méthodes émergentes comme le design, le nudge ou les hackathons.

Les élèves se sont répartis dans différents groupes, formant à la méthode de leur choix.

La DIRECCTE Grand Est par le biais du lab de la préfecture du Grand-Est « la brasserie des idées » leur avait proposé comme thème d'étude : l'accès au dispositif d'aide à l'emploi pour les jeunes.

Cette formation/action s'est finalisée par un jury sélectionnant les meilleurs projets proposés par les élèves pour répondre à ce défi.

Les objectifs ont été pleinement remplis, non seulement en matière de formation des élèves mais aussi de réponse à un problème grandissant : l'accessibilité des dispositifs de politiques publiques pour les citoyens.

Elle a été organisée avec l'aide de l'Epitech et la présence d'une vingtaine d'élèves de cette école. Le partage des cultures entre ces deux écoles a été un des pivots de la réussite de ces trois jours.

DÉVELOPPEMENT DE NOUVEAUX FORMATS PÉDAGOGIQUES

Les enseignements consacrés aux questions budgétaires et financières (incluant cette année la responsabilité du haut fonctionnaire devant le juge financier), à l'économie, à l'évaluation des politiques publiques, aux problématiques européennes et questions internationales, à la légistique sont traités pour certains d'entre eux dans une perspective transversale afin de relier ces différents domaines selon des formats pédagogiques innovants.

Deux modules d'autoformation à distance (e-learning), consacrés aux droit, statut et management appliqués de la fonction publique et à la comptabilité générale et analyse financière ont pour la première année fait l'objet d'une validation obligatoire pour tous les élèves. Deux autres modules ont été proposés aux élèves volontaires sur les thèmes de la laïcité, en collaboration avec le RESP, et des marchés publics.

Plusieurs conférences ont abordé les perspectives de la société numérique et ses impacts à venir sur le repositionnement du rôle des administrations et les processus de décision publique.

Elles ont confirmé l'intérêt de ces approches au sein de la formation et seront accrues en 2018 en y associant en outre la promotion d'administrateurs civils (TEAC).

LA FORMATION AUX QUESTIONS EUROPÉENNES

Alain Lamassoure, Député européen, Günther Oettinger, Commissaire européen en charge du budget et des ressources humaines, Gilles de Kerchove, coordinateur de l'Union européenne pour la lutte contre le terrorisme ont clôturé le module "Europe" des élèves en formation initiale.



ENGAGEMENT CITOYEN DES ÉLÈVES

Pendant toute leur scolarité, les élèves ont été mis à disposition d'une structure associative pour une mission d'intérêt général auprès de publics défavorisés à raison d'une après-midi par semaine, toutes les semaines ou tous les quinze jours selon l'emploi du temps.

Les structures ont des activités très diverses : accueil et séjour des étrangers, emploi et insertion professionnelle, aide aux victimes, éducation, insertion sociale et accompagnement...

L'évaluation auprès de ces organismes confirme l'intérêt des structures et des élèves pour ce nouveau dispositif qui permet l'ancrage de l'école dans le tissu associatif alsacien.

ETHIQUE ET DÉONTOLOGIE

La question de la déontologie tient une place essentielle pour un cadre public. Aussi, toutes les promotions bénéficient chaque année d'enseignements en ce domaine :

- une conférence de 3 heures, complétée par une bibliographie détaillée et la projection d'un film suivie d'un débat animé par un ou plusieurs spécialistes du sujet,
- une journée entière consacrée à des mises en situation de cas concrets (par exemple une invitation à déjeuner par un prestataire, un emploi au sein d'un cabinet d'élu, la tenue d'un blog, l'attribution d'une subvention à une association...).
- des moments symboliques forts : la visite du camp de concentration du Struthof, la projection du film « La conférence de Wannsee» et le débat animé par un déontologue.





Les élèves de la formation initiale suivent 3 stages au cours de leur scolarité : le stage International, le stage Entreprises et le stage Territoires.

Les stages permettent aux élèves de s'immerger dans des administrations françaises, européennes et étrangères, des entreprises, des associations et de s'imprégner de leur fonctionnement et de leur organisation.

Pendant ces périodes d'immersion, les élèves sont placés auprès de responsables de haut niveau reconnus pour leur professionnalisme et leur expérience. Ils sont pleinement associés à l'activité des structures qui les accueillent et y assument de véritables responsabilités.

Chaque stage est évalué par le directeur des stages et une personnalité extérieure à l'École. À l'issue de l'ensemble des stages, un jury est chargé d'évaluer les acquis et les compétences des élèves.

Ce jury est composé des 3 personnalités extérieures et du directeur des stages.



LES STAGES POUR LES ÉLÈVES DE LA FORMATION CONTINUE

De nombreux stages sont proposés à des fonctionnaires étrangers du cycle international de perfectionnement ainsi qu'à des élèves d'écoles d'administration étrangères, dont les états ont signé avec l'ENA une convention de partenariat.

Les administrateurs civils du CSPA et les officiers recrutés dans le corps des administrateurs civils en application de l'article L. 4139-2 du code de la défense, effectuent également un stage au cours de leur cursus.

En 2017, 108 élèves des cycles de formation continue, des cycles internationaux et de masters ont bénéficié d'un stage dans les administrations françaises ou étrangères.

400 STAGES ORGANISÉS EN 2017

Formation des élèves issus des 3 concours	267
Cycle international long	23
Cycle supérieur de perfectionnement des administrateurs	33
Cycle d'intégration des officiers	5
Cycle international de perfectionnement	32
Élèves de l'ENA de Tunis	12
Élèves de l'Académie diplomatique de Vienne	2
Élèves de l'ENAM du Cameroun	11
Masters spécialisés	16

L'ADOPTION D'UNE STRATÉGIE EN FORMATION CONTINUE

L'ENA accompagne l'encadrement supérieur et dirigeant de l'État, depuis la première prise de fonction jusqu'aux principales étapes de la carrière. Il y a ainsi un véritable continuum entre la formation initiale et la formation continue sur la base d'un projet pédagogique cohérent.

MODALITÉS PÉDAGOGIQUES INNOVANTES ET DÉVELOPPEMENT DES USAGES NUMÉRIQUES

L'École a œuvré au développement et à la structuration de formations en visioconférence pour des centres de formation à distance étrangers.

Des formations hybrides ont été mises en place. Elles sont composées de séquences à distance via des modules d'e-learning dédiés, permettant aux auditeurs d'avoir le même niveau de connaissances théoriques et des séquences en présentiel réservés à la pratique et aux études de cas pratiques.

Cette modalité a notamment été proposée dans le cadre du CISAP "Gestion de projet" avec l'École Centrale de Lille (développé en 2016 et 2017), du CISAP "Innovation et transformation numérique du secteur public" avec Telecom Paristech (conception 2017 pour une formation en 2018), du CISAP "Aide publique au développement et lutte contre la corruption" avec l'Agence française de développement.

Des plateformes collaboratives de type Moodle ou FuturingLab ont été utilisées afin de développer une approche participative, contribuant à créer de la valeur collective, les auditeurs pouvant s'enrichir de leurs pratiques mutuelles.

L'offre a également été enrichie par l'utilisation de serious games ou encore d'outils de vote de type Wooclap pour des évaluations à mi-parcours.

L'INNOVATION ET LE NUMÉRIQUE COMME FILS ROUGES DES FORMATIONS

L'ENA et l'ENSCI, dans le cadre de la Chaire innovation publique, ont mis en place un parcours de formation à l'innovation publique.

Il permet aux stagiaires de s'approprier les clefs de compréhension et les outils de l'action publique innovante. Ce parcours sur catalogue se décline en formations sur mesure.

Des séquences «innovation», «open data», «nudge», «transformation numérique» ont été intégrées dans les formations.



LES FORMATIONS DE TYPE RÉGLEMENTAIRE

Ce sont des formations à caractère obligatoire organisées sous l'impulsion du SGG et de la DGAFP :

• Le cycle interministériel de management de l'État (CIME) : la cinquième promotion du CIME, qui réunissait 74 auditeurs, s'est déroulée du 22 novembre 2016 au 15 juin 2017. Pour la première fois depuis sa création, outre les membres du vivier interministériel des futurs cadres dirigeants de l'État, cinq correspondants cadres dirigeants ont été invités à suivre le CIME par le SGG afin d'expérimenter pour eux-mêmes la pédagogie proposée aux cadres supérieurs dont ils sont les référents RH.

Le CIME est complété par un parcours accompagnement et développement des cadres dirigeants de l'État assuré tout au long de l'année pour 75 personnes en 2017.

- Le séminaire des sous-directeurs a pour objet d'accompagner les nouveaux sous-directeurs et chefs de service durant l'année qui suit leur nomination dans leurs nouvelles fonctions. Ce séminaire se tient deux fois par an.
- Le séminaire des directeurs d'administration centrale a réuni 35 directeurs, l'accent ayant été mis dans les ateliers sur le co-développement.

UNE OFFRE DE FORMATION RENOUVELÉE

L'École renouvelle son offre de formation continue à l'intention de son public français afin d'aller au-delà des auditeurs traditionnels pour toucher les rectorats, les opérateurs de l'État, les diplomates étrangers en France, tout en fidélisant le public cible des cadres supérieurs et dirigeants de la fonction publique.

Les contenus ont été repensés et structurés autour de quatre thématiques : se développer, manager, gouverner, innover. Ils ont été complétés par la mise en place d'une offre de coaching et la constitution d'un vivier de coachs positionnés par l'ENA, garantissant aux cadres dirigeants intéressés un cadre sécurisé et professionnel.

Désormais, l'ENA propose des formats adaptés tels que des sessions très courtes en début ou en fin de journée, des formations sous forme de master class, de parcours ou de cycles, des formations par étapes sous forme d'ateliers espacés par des intersessions, afin de donner aux auditeurs des temps d'analyse, de maturation et d'appropriation.

L'offre catalogue étranger (CISAP) est en cours d'évolution afin d'élargir les publics potentiels au delà des pays habituels du bassin méditerranéen et de l'Afrique francophone.

Enfin, l'École a travaillé à la conception d'une offre 2018 qui donne plus de place aux formations en anglais (9 sur 26) et aux formations hybrides à travers des modules d'e-learning en amont ou en aval de la formation en présentiel.



L'ENJEU DE LA DIVERSITÉ DES ÉLÈVES

Depuis 2009, la classe préparatoire intégrée (CPI) a pour objectif de préparer au concours externe de l'ENA et aux concours de catégorie A+ des étudiants originaires de milieux sociaux modestes. La scolarité se déroule à Paris, sur une année scolaire.

Dans le cadre du plan gouvernemental de renforcement des CPI, le nombre de places ouvertes à la CP'ENA est progressivement passé de 15 à 20 puis 24 places à compter de la promotion 2017-2018.

Depuis la création de la CP'ENA, 75 % des élèves ont réussi un concours dans l'une des trois fonctions publiques. Grâce à ces bons résultats et aux efforts de communication soutenus, l'intérêt pour la CP'ENA ne cesse de croître. En 2017, le nombre de demandes d'admission reçues s'établit à 246 (52 % d'étudiantes et 48% d'étudiants). Il est en nette augmentation par rapport à 2016 (137 demandes reçues).

Le programme pédagogique comprend environ 500h d'enseignements théoriques et méthodologiques assurés par une vingtaine d'intervenants, environ 100h de directions d'études assurés par l'université de Paris 1 Sorbonne, des galops tous les samedis matin, 2 sessions de partiels écrits et oraux, un coaching individualisé, des rencontres avec des personnalités venues faire partager leur expérience professionnelle et des visites d'administration (ex. l'Hôtel Matignon).

Le 13 janvier 2017 a eu lieu le 2ème forum des anciens des classes préparatoires intégrées, qui a permis de rassembler 29 anciens élèves venus à la rencontre de la nouvelle promotion.

5 ateliers par métiers ont été proposés afin que les anciens élèves puissent faire un retour d'expérience sur la préparation, les concours, leurs fonctions actuelles.

Les étudiants de la CP'ENA se sont déplacés pour la première fois à Strasbourg depuis la création de la CP'ENA à l'occasion de la remise au Premier ministre, M. Bernard Cazeneuve, du rapport rédigé par M. Olivier Rousselle, conseiller d'État et Mme Pauline Pannier, auditrice au Conseil d'État et ancienne coordonnatrice de la CP'ENA sur le thème de la diversité dans les écoles du service public.

Une rencontre avec M. Cazeneuve a permis de marquer l'enjeu de la diversité dans le recrutement au sein de la fonction publique.





SIGNATURE D'UNE CONVENTION-CADRE ENTRE L'ENA, L'UNIVERSITÉ DE STRASBOURG ET SCIENCES POSTRASBOURG

L'ENA a renouvelé son partenariat avec les 11 centres de préparation à ses concours d'entrée en s'appuyant sur des conventions triennales portant sur les années 2017 à 2019.

Ces conventions mettent l'accent sur :

- la mise en œuvre de politiques de diversité au sein des Instituts d'études politiques (IEP) et universités,
- · la communication sur les métiers et carrières de la Fonction publique,
- · le développement de stages dans les administrations,
- · la mobilisation de ressources pédagogiques adaptées aux attendus des concours.

L'installation de l'ENA à Strasbourg a permis d'établir avec l'IEP de Strasbourg un partenariat privilégié. Les préparationnaires du concours externe et les stagiaires des cycles préparatoires au concours interne et au troisième concours d'entrée à l'ENA sont invités à profiter de la richesse du centre de documentation de l'École pour préparer au mieux le concours, ainsi qu'à assister à certains événements organisés au sein de l'École ; de leur côté, les élèves de l'ENA en cours de scolarité participent en tant que membres de jurys fictifs à la préparation des candidats de l'IEP.

L'IEP de Strasbourg développe depuis quelques années une politique d'ouverture sociale dans le cadre de son programme de démocratisation à destination des collégiens et lycéens du Grand-Est afin de favoriser l'accès au diplôme de Sciences Po Strasbourg.

L'IEP de Strasbourg s'engage à proposer à ses étudiants boursiers un programme spécifique de préparation aux concours de l'ENA. Outre un parcours pédagogique ciblé, le programme comporte la mise en place d'un tutorat en 4ème année et l'accès à des activités culturelles, à des conférences et colloques en lien avec la préparation des concours de l'ENA.

Le directeur de l'ENA, le Président de l'Université de Strasbourg et le Directeur de l'IEP de Strasbourg ont renouvelé ce partenariat en signant le 24 octobre 2017 la 3ème convention liant l'ENA à l'IEP de Strasbourg, en présence de la rectrice d'académie.

♦ DE NOUVEAUX PARTENARIATS AVEC L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET LA RECHERCHE

L'avenir de l'École ne peut se considérer isolément à la fois des transformations permanentes de l'action publique et des profondes mutations de l'enseignement supérieur et de la recherche, marquées par l'émergence de nouveaux savoirs et outils inter-disciplinaires et par l'internationalisation des standards académiques.

L'École est ainsi aujourd'hui à la croisée des chemins. Tout en confortant sa mission de recrutement et de formation des futurs hauts fonctionnaires, elle doit inscrire son évolution dans ce paysage de l'enseignement supérieur en développant ses activités de recherche pouvant enrichir ses méthodes pédagogiques et les contenus de ses formations et en valorisant ces dernières par la diplômation. Elle y est attendue par ses publics et ses partenaires.

Suite à sa sortie en mars 2017 de la ComUe "Hesam universités" dont la dominante se recentrait sur des compétences d'ingénierie, de culture et d'art, un dialogue a été ouvert avec plusieurs communautés d'universités et d'établissements d'île de France. Les contacts les plus fructueux ont été avec la ComUe "PSL" (Paris Sciences et Lettres) qui regroupe notamment l'ENS, l'EHESS, l'EPHE, l'université Paris-Dauphine, Mines ParisTech.

L'ENA dispose d'une vraie proximité avec les institutions membres de PSL. Elle travaille déjà ainsi avec Paris Dauphine, particulièrement dans le cadre d'un master de gestion publique et avec l'ENS dans le cadre de la chaire "Savoir, Prévoir, pouvoir". PSL et l'ENA ont partagé le souhait dans un premier temps d'un partenariat renforcé.

PRÉSENCE DE LA COMUE PSL ET DE L'UNISTRA AU CA DE L'ÉCOLE

M. Alain Fuchs, ancien président du CNRS et président de la ComUe "Paris Sciences et Lettres" ainsi que Mme Catherine Florentz, première vice-présidente de l'Université de Strasbourg, ont été nommés membres du conseil d'administration de l'ENA.

LES PROJETS DE CHAIRES

Le Contrat d'objectifs et de performance 2017-2019 insiste particulièrement sur l'enjeu du rapprochement de l'École avec des établissements aux cultures différentes mais dont le partenariat peut contribuer à mieux appréhender la complexité des enjeux de l'action publique, à valoriser la recherche en administration publique et à rendre plus efficace la formation initiale ou continue des cadres supérieurs et dirigeants de l'État. La création de chaires s'inscrit dans cet objectif.

CHAIRE "SAVOIR-PRÉVOIR-POUVOIR" ENA/ENS

Conscients de la coupure actuelle entre le monde de la haute administration et celui de la recherche en sciences humaines et sociales, la Chaire ENA/ENS est un lieu de circulation des connaissances et un espace d'analyse et d'échanges d'expériences entre le monde de la recherche et la sphère de la décision publique.

Ce travail de partage s'appuie sur trois piliers :

- une réflexion menée en commun par des jeunes chercheurs de l'ENS et des élèves de l'ENA sur l'état des lieux et les besoins existants en matière de circulation des savoirs entre le monde de la recherche et les responsables du pilotage de l'action publique,
- un travail de sensibilisation et d'inter-médiation entre chercheurs et hauts-fonctionnaires,
- · la conduite de recherches-actions.

CHAIRE INNOVATION PUBLIQUE ENA/ENSCI

Numérique, participation, capacité à innover, l'action publique s'engage dans un mouvement de transformation forte, pour répondre aux attentes des citoyens et des agents publics.

De nombreuses initiatives s'appuient sur des approches nouvelles, qui font se rencontrer des mondes jusqu'ici éloignés : celui de l'administration et celui de l'innovation et du design.

Pour comprendre et accompagner ces transformations, l'ENA et l'ENSCI (École nationale supérieure de création industrielle) ont créé, le 5 juillet 2017, la Chaire "innovation publique". Les activités de la Chaire sont centrées sur des programmes d'expérimentation, de recherche et de formation et portent sur les transformations des administrations et des services publics relatives :

- au numérique (gouvernance numérique, données, design de service...),
- aux approches participatives (innovation à partir des usages, « nudge », conception et design participatifs, et leur lien à la démocratie participative),
- à la capacité à innover (management de l'innovation, nouveaux dispositifs et modes de travail pour l'innovation, innovation en mode start-up, entrepreneuriat...).

LE DÉVELOPPEMENT DES PARTENARIATS

LES ENSEIGNEMENTS COMMUNS ENA/INET

Outre le développement d'un mode de travail collaboratif entre les élèves des deux fonctions publiques, les enseignements communs avec l'INET (Institut national d'études territoriales installé à Strasbourg) constituent une part importante des temps de scolarité des élèves des deux écoles.

Pour préparer l'exercice « Regards croisés », les élèves sont invités à réaliser chacun sur son lieu de stage une observation relative à un thème de travail.

Les contributions individuelles ont été les principaux éléments exploités par les groupes d'élèves durant leurs enseignements communs en 2017.

Les informations documentaires mises à disposition par le Centre de documentation de l'ENA dans le format «scoop-it» les ont complétés.

Pendant ses travaux, chaque groupe d'élèves échange, partage les constats et analyses de terrain, réalise un état des lieux des initiatives pertinentes, des bonnes pratiques et points de blocage, puis élabore des propositions.

Celles-ci sont restituées à la fin de l'exercice devant l'ensemble des deux promotions ENA et INET en présence de grands témoins (un binôme d'intervenants État/collectivités territoriales pour chaque thème).

APPROFONDISSEMENT DES PARTENARIATS

- Développement et renforcement de formations conjointes avec des institutions extérieures (telles que l'Institut des Politiques Publiques, l'Institut National du Patrimoine, l'École Nationale de la Magistrature, l'Institut Nationale d'Études Territoriales, Telecom Paristech...) pour des formations mises en place en 2017 et pour des formations inscrites aux catalogues 2018.
- Mise en place de partenariats avec d'autres institutions extérieures pour leur garantir un certain volume de places payantes, dans les formations, en particulier avec l'Institut Français (CISAP "Gestion de projet" et CISAP "innovation") et l'Organisation internationale de la francophonie (CISAP "conduite de projet et ingénierie de la formation").

QUELQUES PARTENAIRES

















ACTIVITÉS DE RECHERCHE ET COLLOQUES

• Le 6 mars 2017, à l'occasion du lancement de la Chaire commune autour de la thématique « Savoir, prévoir, pouvoir », l'ENA et l'ÉNS (Ulm) ont organisé à l'ENA à Paris un colloque intitulé : "Gouverner en connaissance de cause : comprendre, prévoir et décider".

Ouvert par le Secrétaire d'État à l'enseignement supérieur et à la recherche, M. Thierry Mandon, ce colloque a réuni des spécialistes – décideurs publics et chercheurs – afin de réfléchir sur les rapprochements de la recherche, de la prospective et de la décision publique. Il a traité de questions telles que le rôle et la place de l'expert dans la décision publique, la situation particulière des chercheurs "embarqués", ou bien encore les attentes émanant des pouvoirs publics en matière de production et d'utilisation de savoirs dans l'action publique, notamment dans le cadre des situations de crise ou d'environnements incertains.

• Le Séminaire ENA/Paris 1 « La coordination de la décision dans le travail gouvernemental » (novembre 2017 à juin 2018). Mal connue et peu étudiée au niveau de la recherche académique, la question de la coordination de la décision dans le processus de travail gouvernemental renvoie pourtant à des aspects essentiel de l'articulation entre le pouvoir politique et la sphère administrative.

Afin de mieux cerner les acteurs, procédures et outils qui participent à la réalisation de ce travail gouvernemental, ainsi que les enjeux qui en découlent, l'École s'est associée au Centre européen de sociologie et de science politique de l'Université de Paris I-Panthéon Sorbonne (Delphine Dulong), avec le soutien financier du laboratoire d'excellence TEPSIS, pour organiser au cours de l'année universitaire 2017-2018 une série de 8 tables rondes rassemblant praticiens et chercheurs. La première séance a eu lieu le 16 novembre et a été ouverte par le secrétaire général du gouvernement, Marc Guillaume, et Patrick Gérard, directeur de l'ENA.



REVUE FRANÇAISE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE

4 numéros de la RFAP ont été publiés au cours de l'année 2017 avec des dossiers consacrés aux thématiques suivantes :

- Rendre des comptes Rendre compte (n°160)
- Circulation des modèles d'administration, (n° 161)
- Les communes nouvelles : une révolution territoriale silencieuse ? (n° 162)
- Quand les associations remplacent l'État ? (n° 163)

Les articles de la RFAP publiés sous format électronique ont fait l'objet de 74 000 consultations via la plateforme CAIRN en 2017.

LES MÉMOIRES DE MASTER : UNE SOURCE DE CONNAISSANCES INCONTOURNABLE SUR L'ADMINISTRATION ET LES POLITIQUES PUBLIQUES

26 soutenances de mémoires ont eu lieu au cours de l'année 2017 dans le cadre des trois parcours de master ouverts aux élèves étrangers du Cycle international long, et 32 pour ceux des parcours ouverts à ceux du Cycle international de perfectionnement.

Parallèlement, 13 élèves du Mastère professionnel de Prévention et de gestion territoriale des risques (MPGTR) ont soutenu leur thèse professionnelle.

CRÉATION D'UN PÔLE « PROMOTION, VALORISATION ET PARTENARIATS »

L'évolution des problématiques de formation liée à la modernisation de l'action publique, l'évolution des enjeux et des méthodes de formation inscrivent l'action de l'École dans un environnement en profonde mutation. Elles imposent également d'attirer de nouvelles ressources dans un contexte de forte concurrence.

Face à ces défis, l'École s'est fixée plusieurs objectifs, parmi lesquels la création de chaires, le positionnement au cœur de réseaux nationaux, européens et internationaux, la mise en place d'une fondation en soutien des activités de l'École, notamment de recherche, le développement de l'offre de formations diplômantes et la clarification de l'offre de formation continue.

L'École a choisi de créer un pôle « Promotion, valorisation et partenariats ».

Les objectifs du pôle sont de :

- promouvoir et valoriser les actions de l'École, et plus particulièrement la formation continue et la recherche,
- accompagner les chaires dans leur organisation et leur communication,
- mettre en œuvre la fondation et accompagner son développement. Une étude préalable à la création d'une fondation a été engagée. Cette étude comprend aussi bien des aspects stratégiques et juridiques, qu'organisationnels.
- L'association des anciens élèves de l'ENA est associée à cette démarche et une chargée de fundraising a été recrutée afin de préparer au mieux le « parcours dons » et le programme de reconnaissance,
- cibler, identifier, prospecter et fidéliser des institutions partenaires.



L'OUVERTURE EUROPÉENNE ET INTERNATIONALE

Il n'est aujourd'hui aucun domaine des politiques publiques nationales qui ne dépende d'une manière ou d'une autre de la législation de l'Union européenne (UE). En France, l'administration publique doit être ainsi en mesure de maîtriser opérationnellement les rouages et les politiques de l'Union européenne. L'ENA entretient des contacts soutenus avec les institutions européennes. Elle renforce encore sa présence à Bruxelles, à la fois pour être au premier plan de la connaissance des enjeux européens d'aujourd'hui et de demain, participer au débat européen en organisant des conférences ou séminaires, mais aussi pour répondre aux besoins de formation et de partenariats des institutions européennes et des États membres de l'UE.

L'ACCOMPAGNEMENT STRATÉGIQUE DES CADRES SUPÉRIEURS ET DIRIGEANTS À LA COMPRÉHENSION DES ENJEUX EUROPÉENS

UNE ACTIVITÉ DE CONSEIL ET D'EXPERTISE RECONNUE POUR UN ACCOMPAGNEMENT STRATÉGIQUE DE QUALITÉ

En 2017, l'ENA a organisé des formations à la négociation pour le compte de l'Autorité des marchés financiers (AMF) et a remporté un nouvel appel d'offres pour la formation des cadres de l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (ANSES).

L'ENA a mis en place des séminaires pratiques sur la gestion des fonds européens, la transposition des directives et la gestion des contentieux européens.

L'ENA est également intervenue auprès des écoles de service public. Elle a notamment formé les élèves des Instituts régionaux d'administration (IRA) de Metz et de Lyon pour préparer les futurs attachés de l'État à exercer leurs responsabilités dans l'élaboration, l'explicitation, la mise en œuvre et le contrôle de la réglementation européenne.

DES SIMULATIONS EN GRANDEUR NATURE POUR SE FORMER À LA NÉGOCIATION BILATÉRALE ET MULTILATÉRALE DANS UN CONTEXTE EUROPÉEN ET MULTICULTUREL.

Le séminaire Start@Europe organisé avec ESCP Europe en est l'un des exemples les plus aboutis. 850 étudiants ont négocié pendant 3 jours une proposition législative réelle.

2540

HAUTS

FONCTIONNAIRES

FRANÇAIS ET

ÉTRANGERS

FORMÉS

911
CANDIDATS
AUX CONCOURS
EUROPÉENS FORMÉS
PAR L'ENA EN
2017





CYCLE DES HAUTES ÉTUDES EUROPÉENNES (CHEE)

Formation d'excellence aux questions européennes, le Cycle des hautes études européennes permet de constituer un réseau influent dans toute l'Union européenne.

Depuis la création du CHEE, ce sont plus de 500 européens et ressortissants des pays tiers ; 33 nationalités ; des hauts dirigeants publics et privés, des relais d'opinion et des membres de la société civile.

M. Herman Van Rompuy, ancien président du Conseil européen, est intervenu devant les 48 membres de la promotion éponyme.

LA CONTRIBUTION DE L'ÉCOLE AU RENFORCEMENT DE L'INFLUENCE FRANÇAISE EN EUROPE

ANIMATION DU DÉBAT SUR LES QUESTIONS EUROPÉENNES

Organisées au moment des sessions plénières au Parlement européen, en partenariat avec Alsace 20, le groupe La Poste, Réseau GDS et le Pôle européen d'Administration publique, les Europ'After Hours privilégient le dialogue entre des élus européens et des acteurs de la société civile sur des sujets à fort enjeu, afin de mieux rendre compte des implications concrètes des directives européennes et de confronter la voix de la société civile et des députés européens.

Des thématiques d'actualité européenne : ex. la santé et les perturbateurs endocriniens, la mobilité et l'urbanisme dans le siècle de la COP22, l'Union européenne dans la mondialisation.

Près de 360 participants sur l'année avec une majorité d'élèves et d'étudiants. Les élèves européens des cycles internationaux ont été sollicités pour animer les échanges.

Des conférences d'envergure : dans le prolongement de la publication par la Commission européenne de sa stratégie spatiale pour l'Europe, l'ENA a organisé en mai 2017 une conférence pour débattre de la politique spatiale de l'UE pour les 10 ans à venir. Cet événement a réuni 255 participants (cadres dirigeants publics, élus nationaux et européens, représentants des industries liés aux questions spatiales).



LA RELANCE DES PRÉPARATIONS AUX CONCOURS DE LA FONCTION PUBLIQUE EUROPÉENNE L'ENA est la seule préparation recensée pour la France par les

autorités européennes.

Avec cette préparation, l'ENA s'implique aux côtés du SGAE afin de contribuer à la réussite du Plan d'action des Services du Premier ministre en matière de présence et d'influence française dans les institutions de l'UE.

L'École développe continuellement ses modalités de formation à distance et des coachings individualisés. Elle propose notamment aux candidats de s'entraîner, via ses modules d'auto-évaluation en ligne, dans les conditions réelles des épreuves.

Sur les concours d'administrateurs généralistes, l'ENA forme environ 20% des lauréats à l'échelle de l'Union européenne et plus de 60% des lauréats français. Sur les concours spécialisés, 40% des lauréats ont été formés par l'ENA.

SÉMINAIRES SUR LES ENJEUX **EURO-MÉDITERRANÉENS**

Dans le cadre du projet remporté par l'ENA auprès de la Commission européenne visant à renforcer l'efficacité des politiques, du dialogue et de la coopération dans les pays du Bassin méditerranéen, l'École a organisé la 9e et dernière édition d'une série de séminaires ayant vocation à mettre en relation les diplomates du bassin méditerranéen.

Ces rencontres constituent un mécanisme unique d'échanges informels entre des experts et des praticiens impliqués dans le partenariat euro-méditerranéen et l'Union pour la Méditerranée (UpM).

DÉVELOPPEMENT DES RÉPONSES **AUX APPELS D'OFFRE**

Depuis plus de 10 ans, près de 8 000 fonctionnaires de différents pays ont été formés par l'ENA à l'exercice de la présidence tournante du Conseil de l'Union européenne.

En 2017, l'École a remporté l'appel d'offre visant à renforcer les compétences de l'administration bulgare. En quelques mois, l'ENA a formé 300 futurs présidents de groupe de travail au Conseil dans la perspective de la présidence tournante du premier semestre 2018. Ce projet illustre le savoir-faire français et l'expertise de l'ENA : des modules pratiques et opérationnels, valorisant l'échange d'expérience entre les intervenants et les participants, la comparaison de pratiques et la mise en réseau entre administrations publiques.

Un projet de partenariat se met en place avec la Roumanie depuis le second semestre 2017 visant au renforcement des capacités administratives de la fonction publique roumaine.

L'ENA SE RAPPROCHE DE BRUXELLES

À l'initiative du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, et en partenariat avec le Service européen pour l'action extérieure et la Fondation Robert Schuman, l'ENA a organisé en décembre 2017 à Bruxelles un séminaire d'une journée sur l'Union européenne dans le nouvel ordre mondial. Le séminaire a porté sur la gestion et la communication de crise, avec comme étude de cas la crise migratoire et les techniques de négociation dans le cadre des négociations commerciales transatlantiques.

Ce séminaire a permis la rencontre de participants issus des institutions européennes, du Service européen pour l'action extérieure et des représentations diplomatiques à Bruxelles.

L'OUVERTURE DES ACTIVITÉS INTERNATIONALES DE L'ÉCOLE À DE NOUVEAUX PARTENARIATS, DE NOUVELLES FORMES D'ACTION ET DE NOUVEAUX MODES DE FINANCEMENT

Dans un contexte de recomposition du paysage de l'expertise publique et de la coopération en matière de gouvernance, l'ENA a poursuivi la diversification de ses partenariats : nouveaux partenaires multilatéraux, ONG, collectivités locales ou entités fédérées.

Grâce aux liens de confiance tissés avec certains de ses partenaires les plus anciens, l'École a complété ses modalités de coopération (consortium avec l'ENSA du Maroc et l'ENAM du Cameroun).

Le partenariat noué avec l'ONG ACTED a permis l'organisation de formations en faveur de cadres et d'élus territoriaux libyens.

La coopération s'est intensifiée avec l'Ambassade de France en Ukraine, la Délégation de l'Union européenne et SIGMA (Soutien à l'amélioration des institutions publiques et des systèmes de gestion – une initiative conjointe de l'OCDE et de l'UE) et l'Agence de la fonction publique ukrainienne pour la mise en place d'un cycle de formation des nouveaux secrétaires généraux.

L'ENA a renforcé sa position au moyen d'accords et de coopérations menées au profit d'institutions à vocation régionale ou continentale. Elle a ainsi consolidé son partenariat avec l'Union Africaine ou conduit une mission auprès de l'Académie arabe des Sciences d'Alexandrie, liée à la Ligue Arabe, afin de travailler à l'élaboration conjointe d'un programme de formation de hauts-cadres d'administrations de pays membres de la Ligue.

L'année 2017 a aussi permis d'étoffer le portefeuille d'activités financées par des bailleurs multilatéraux comme par exemple la poursuite et la clôture du Jumelage Albanie, la participation sous l'égide d'Expertise France au programme de soutien à la réforme de l'administration publique en Grèce et la poursuite de la mise en œuvre des projets multilatéraux en Egypte, Maroc, Algérie, Haïti, Uruguay, Arménie, et pour les programmes européens EuroMed et ENTRIi.

Les thématiques au cœur de la réforme de la scolarité de l'École ont été aussi celles sur lesquelles son expertise a été recherchée par nos partenaires étrangers.

Ainsi l'ENA met en œuvre en tant que partenaire junior avec son homologue de Finlande, un jumelage financé sur fonds européens sur l'éthique dans la fonction publique, comprenant un volet « formation » avec la National School of Public Administration (NSPA), homologue et partenaire de l'ENA en Croatie.

Des séminaires ont été organisés au Brésil et en Bolivie sur les questions de parité et de la place des femmes dans le management. Une délégation grecque a suivi une session de formation sur l'innovation et la transformation publique, alors que la Tunisie s'intéressait aux formations en ligne à l'attention des agents publics.

À la suite de la mission du directeur des relations internationales à Hanoi en octobre 2017, l'Académie Ho Chi Minh (l'institut de formation de référence pour les fonctionnaires vietnamiens) a intégré un module sur la déontologie dans son programme de formation.

54

PERSONNALITÉS ET VISITE OFFICIELLE

285

MISSIONS DE FORMATION ET D'EXPERTISE

La diversification a été également géographique avec des opérations dans les pays désignés comme prioritaires dans la stratégie internationale et où notre action n'était pas à la hauteur des potentialités.

Ainsi plusieurs séminaires ont été organisés au Brésil ou au Mexique. La visite de la directrice de l'École en Argentine a stimulé les échanges et resserré des liens sur le long terme, notamment par la signature d'un protocole d'accord avec l'Académie diplomatique de Buenos Aires.

En Chine, s'est clôturé le projet « EU-China Disaster Risk Management » pour lequel l'ENA a animé plusieurs sessions de formation.

Les échanges se sont intensifiés avec Israël afin de préparer la saison croisée avec notre pays en 2018 pendant laquelle se réuniront, le temps d'un exercice, les élèves de la formation initiale et les Cadets israéliens de la fonction publique.

Au cours de cette année, l'École a continué d'échanger avec l'Ukraine, la Croatie, le Monténégro, le Kosovo, l'Albanie dans le cadre d'un jumelage ou encore la Roumanie. De très nombreuses délégations ont été reçues : du Vietnam, de République de Corée, de Chine, des Territoires palestiniens, du Maroc, d'Algérie ou encore trois visites ministérielles égyptiennes pour un ambitieux projet de création d'une nouvelle académie qui devrait se concrétiser en 2018. L'École a poursuivi sa coopération avec des instituts et universités étrangères dans le cadre de masters comme au Bahreïn et en République dominicaine.

Enfin, l'École a fait évoluer les modalités d'une meilleure association des bénéficiaires à l'élaboration et à la mise en œuvre de ces programmes de coopération au moyen d'une logique de co-construction (Ex. jumelage des Cours des comptes française et algérienne, projet d'appui à la réforme de l'administration et au développement local en Egypte).

LA POURSUITE DE LA MODERNISATION DE L'ÉCOLE

VALORISATION DE SES RESSOURCES HUMAINES / FORMATION

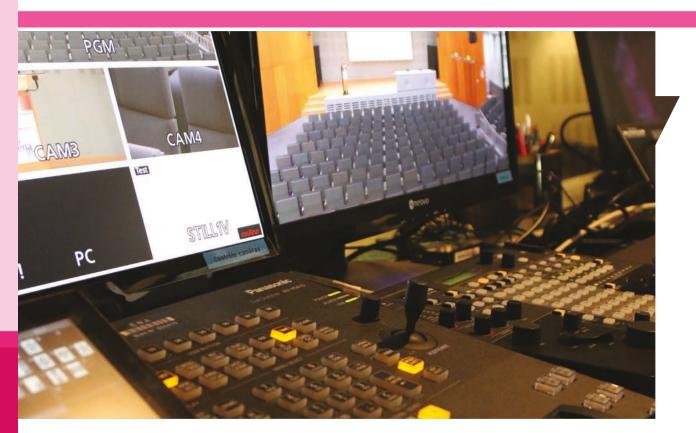
L'École a dispensé pour son personnel sur 2017, 120 actions de formation, soit plus de 3 000 heures pour 160 bénéficiaires.

Parmi les actions les plus représentatives, les formations sur le nouveau modèle budgétaire (GBCP) et ses outils financiers ont occupé une place importante (14 actions pour 112 stagiaires et 105,5 jours de formation).

Dans le domaine « cœur de métier » de l'École, 8 actions en ingénierie pédagogique ont été proposées à 30 stagiaires. 9 Parcours individualisés de formation et de reconversion de développement personnel à visée professionnelle auront représenté 25 jours de formation. 72 stagiaires auront actualisé leur connaissance en bureautique (18 actions). 10 actions auront traité de l'hygiène, de la santé et sécurité au travail (44 stagiaires). 20 cours de langues pour 50 stagiaires auront enfin été donnés pour permettre aux agents de l'École d'exercer ou d'organiser des missions d'expertises à l'international.

SÉMINAIRE DU PERSONNEL

Le 29 septembre 2017, les agents se sont réunis pour échanger sur les grandes perspectives d'évolution de l'École et se sont initiés aux apprentissages des démarches en gestion de projets dans le cadre d'ateliers de cohésion.



MODERNISATION DES AMPHITHÉÂTRES

L'auditorium Debré à Strasbourg ainsi que l'amphithéâtre Parodi à Paris ont vu leurs équipements audiovisuels évoluer: nouveaux vidéoprojecteurs, nouvelles caméras, passage à la HD et systèmes d'éclairage rénovés.



INAUGURATION DU NOUVEAU CENTRE DE DOCUMENTATION

Le 17 janvier 2017 a eu lieu l'inauguration du centre de documentation rénové, agrandi, réagencé, autour de 3 salles : Erasme, Gutenberg et Louise Weiss.

L'extension du centre de documentation était rendue nécessaire car les rayonnages et espaces étaient totalement saturés d'où la nécessité de disposer de rayonnages supplémentaires permettant un accès facilité aux collections.

Un besoin d'espaces de travail collectifs type carrels et de places de travail individuelles spacieuses avait aussi été identifié.

La modernisation de la connectique permet de suivre l'évolution des différents outils nomade. L'amélioration de la circulation a été renforcée, notamment l'accessibilité "Personne à Mobilité Réduite" (PMR), ainsi que le repérage visuel dans les espaces et collections par une signalétique adaptée.

FRÉQUENTATION RENFORCÉE ET PRÊTS EN FORTE AUGMENTATION

Le réagencement des locaux, l'offre plus variée d'espaces de travail et de prestations, la réforme de la scolarité et le déploiement d'une nouvelle offre de services (prêts de périodiques, tables thématiques) ont renforcé la fréquentation et les usages du centre de documentation.

ACCOMPAGNEMENT DES ÉLÈVES ET DES AGENTS

- TP de recherche documentaire : 22 sessions 1h30 ou 2h , 244 personnes formées (élèves en formation initiale, CIL, CIP, élèves administrateurs INET, auditeurs des CRC, CP'ENA)
- Pour les rapports sur commande de la promotion Louise Weiss : 12 bibliographies, 30 mn de présentation par groupe et un accompagnement personnalisé de veilles et de recherches à la carte, très apprécié des élèves
- Pour la promotion 2017-2018 : Ateliers pré-stage, Regards croisés ENA-INET et suivi de l'actualité territoriale pendant le stage
- Veille et panorama de presse : 48 panoramas de presse et 223 veilles « ENA dans la presse » ; de nouveaux espaces de veille (Scoop it).

53357

MONOGRAPHIES DONT
2 493 NOUVELLES ENTRÉES
(DONT 45% DE DONS)

71738

CONSULTATIONS DES

RESSOURCES DU CENTRE DE

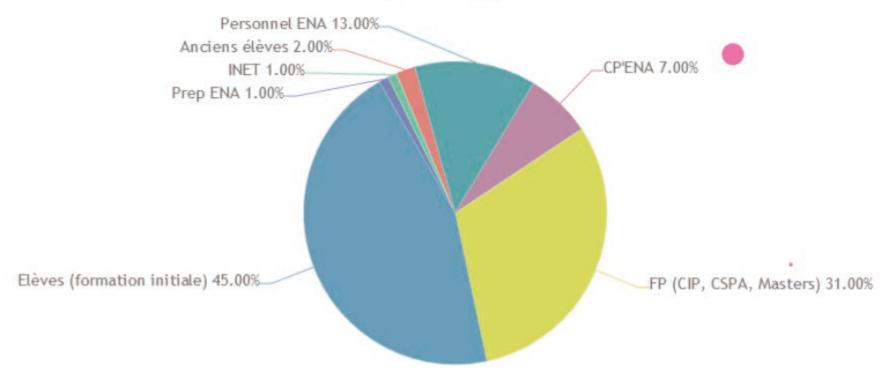
DOCUMENTATION EN LIGNE

(ENA.FR)

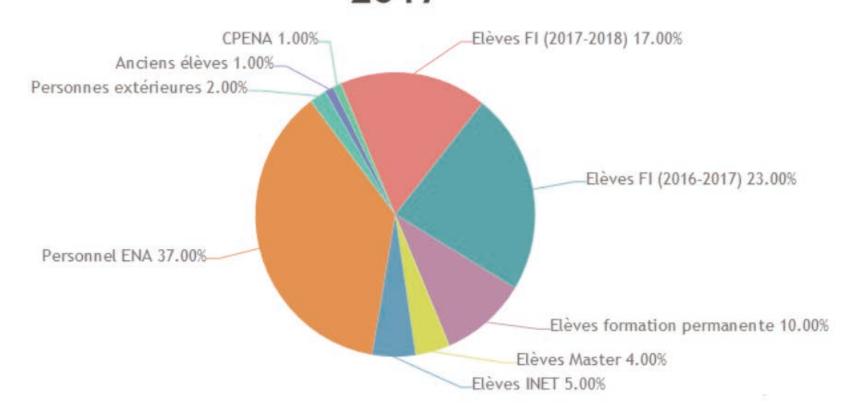
65 709

VISITEURS DANS
LES CENTRES DE
DOCUMENTATION DE
L'ENA

Prets 2017 par type de lecteur



Recherches documentaires par type de public 2017





MODERNISATION DU SYSTÈME D'INFORMATION

L'École s'est engagée dans la réalisation d'importants projets pour son système d'information.

La mise en œuvre de la Gestion budgétaire et comptable (GBCP) au sein des opérateurs de l'État au 1er janvier 2016 a introduit non seulement de nouvelles normes mais aussi la nécessité d'adapter le système d'information de l'École à ce changement profond. L'installation d'un nouveau logiciel financier au 1er janvier 2017 a conduit à un déploiement progressif, tout au long de l'année 2017, par module et fonctionnalité.

L'ensemble des processus de dépenses et de recettes ont fait l'objet d'une revue générale avec la désignation de référents-métiers afin de préfigurer la future chaîne comptable. Des formations ont été dispensées aux futurs utilisateurs.

Une réflexion a été engagée sur l'évolution du système d'information dans la perspective de la refondation des plateformes pédagogiques et de la création d'un SIRH.

L'École a enfin mis en place un outil de transfert de fichiers, remplacé intégralement le parc de copieurs par des machines plus performantes avec un système de libération des impressions par badge, ce qui permet une sécurisation accrue et une économie importante de papier.

DE NOUVEAUX OUTILS POUR LES ÉLÈVES ET LES AGENTS

Ces outils permettent d'échanger et de communiquer plus facilement, notamment sur les accès à distance.

Un outil de transfert de fichiers (basé sur le logiciel libre Lufi) semblable à l'outil grand public We Transfer a été installé. Il est accessible avec authentification pour la mise en ligne et l'envoi de fichiers à un correspondant. Celui-ci peut ensuite télécharger les documents en se connectant depuis n'importe quel ordinateur grâce à un simple lien, sans authentification.

Le déploiement de l'outil Skype Entreprise, à destination des agents de l'École a démarré à l'automne 2016. Les équipes pourront désormais utiliser cet outil afin de faciliter les échanges synchrones par écrit, en réunion audio ou vidéo.

Le déploiement de PC portables a amélioré le travail en mobilité.

La prise de conscience de l'importance de la sécurité des systèmes d'information a permis de lancer un projet d'envergure. Un audit a été effectué, dressant un état des lieux. Les conclusions de cet audit ont été la base d'un plan de déploiement et de nouvelles mesures. Une planification a été faite pour les trois années à venir.

MODERNISATION DES PROCESSUS

DÉMATÉRIALISATION DU TRAITEMENT DES INFORMATIONS

La gestion des dossiers administratifs des élèves, des stagiaires et des préparationnaires du concours externe bénéficiaires d'aides financières a été modernisée grâce à la mise en place d'une chaîne dématérialisée de traitement des informations concernant ces publics.

Celles-ci sont désormais importées directement dans le système d'information de l'École et ne nécessitent plus de saisie manuelle. Cette automatisation a conduit à recentrer le travail des agents sur d'autres tâches de gestion plus qualitatives : informations, conseils et réponses aux questions des usagers, concentration sur le suivi des dossiers les plus complexes.

Parallèlement, toutes les pièces justificatives réclamées sont désormais récupérées directement au format électronique, occasionnant des gains de temps dans la constitution des dossiers et des économies importantes de frais d'expédition, que ce soit pour les intéressés comme pour le service.

Cette dématérialisation a permis en outre une mise en commun simplifiée et immédiate de ces documents pour les services de l'École qui en ont l'utilité : service des ressources humaines et agence comptable, ainsi qu'un circuit amélioré de partage d'information entre ces différents services.





STRASBOURG

2878INTERVENANTS

SURFACE DES LOCAUX: 10 000 M²

SIÈGE DE L'ÉCOLE FORMATION INITIALE, CYCLES LONGS DE FORMATION CONTINUE, ACTIONS EUROPÉENNES 200 AGENTS PERMANENTS ET OCCASIONNELS

2540 AUDITEURS EN FORMATION CONTINUE

3621 PARTICIPANTS
AUX FORMATIONS
EUROPÉENNES

PARIS

SURFACE DES LOCAUX : 4 000 M²

CYCLES COURTS DE FORMATION CONTINUE ET RELATIONS INTERNATIONALES

3037 PARTICIPANTS AUX FORMATIONS À L'INTERNATIONAL DE LA DRI

> AU TOTAL, 10 336 ÉLÈVES, ÉTUDIANTS ET STAGIAIRES PRÉPARANT LES CONCOURS D'ENTRÉE À L'ÉCOLE ET EUROPÉENS, AUDITEURS FRANÇAIS ET ÉTRANGERS DES DIFFÉRENTS CYCLES.



MISSIONS	ETP Personnels permanents
I Préparation aux concours de l'encadrement supérieur	11,96
Cycles préparatoires	5,11
CP'ENA	2,18
Préparation aux concours européens	4,67
II Recrutement des élèves de l'ENA (3 concours)	5,16
Organisation des 3 concours	5,16
III Formation des élèves de l'ENA en formation initiale	21,23
Elèves issus des concours	20,01
Elèves étrangers du CIL	1,22
IV Formation continue	36,82
Formation continue de l'encadrement supérieur et dirigeant de l'État	8,3
Formation sur mesure ou catalogues dédiés aux cadres dirigeant français ou étrangers	20,36
Formations diplômantes ou certifiantes	8,15
V Recherche et publications	5,1
Recherche	1,31
Publications	3,79
VI Actions internationales et européennes	25,2
Actions bilatérales et multilatérales	25,2
VII Support	74,13
Support pédagogique	25,02
Informatique et usages numériques	12,39
Ressources documentaires	12,63
Support de structure	49,12
Immobilier	4,43
Ressources humaines, finances, achat publics et agence comptable	29,63
Logistique et frais généraux	11,78
Communication	3,29
TOTAL	179,6



GLOSSAIRE

ANSES Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail

CERA Centre d'expertise et de recherche administrative

CHEE Cycle des hautes études européennes

CIL Cycle international long

CIME Cycle interministériel de management de l'État

CIO Cycle d'intégration des officiers

CIP Cycle international de perfectionnement

CISAP Cycle international spécialisé d'administration publique

ComUe Communauté d'universités et établissements

CP'ENA Classe préparatoire au concours externe d'entrée à l'ENA

CPI Cour Pénale Internationale

CSPA Cycle supérieur de perfectionnement des administrateurs

DAC Directeur d'administration centrale

DF Direction de la formation

DGAFP Direction générale de l'administration et de la fonction publiques

DIRECCTE Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi

DRI Direction des relations internationales

DS Direction des Stages

ENAM Cameroun École nationale d'administration et de magistrature

ENS École normale supérieure

ENSA Maroc École nationale supérieure de l'administration - Maroc ENSCI École nationale supérieure de création industrielle

ETP Equivalent temps plein

GBCP Gestion budgétaire et comptable publique

IEP Institut d'études politiques

INET Institut national d'études territoriales IRA Institut régional d'administration

MEGA Master européen de gouvernance et d'administration

MPGTR Master de prévention et de gestion territoriales des risques

PSL Université Paris-Sciences-et-lettres
RESP Reseau des Écoles de Service Public
RFAP Revue française d'administration publique
SGAE Secrétariat général des affaires européennes

SGG Secrétariat général du gouvernement TEAC Tour extérieur des administrateurs civils

TEPSIS Laboratoire d'excellence "Transformation de l'État, politisation des sociétés, institution du social"

